



X. MIGNANT

FMVM

Un nouveau président

Christian Pierret (à gauche sur la photo), maire de Saint-Dié-des-Vosges, a été élu à l'unanimité et pour trois ans président de la Fédération des maires des villes moyennes (FMVM), le 9 juin, lors des 5^{es} Assises de la Fédération organisées à Quimper. Il succède à Bruno Bourg-Broc (au centre), député-maire de Châlons-en-Champagne, qui présidait la FMVM depuis une dizaine d'années. Caroline Cayeux, maire de Beauvais et présidente de la CA du Beauvaisis, a été élue présidente déléguée. Centrées sur le développement économique et le rôle des villes moyennes et de leurs intercommunalités dans la compétitivité nationale, les Assises ont été l'occasion pour les élus de formuler des propositions pour une meilleure adéquation entre formations, enseignement supérieur, et filières économiques. Ils revendiquent notamment une fonction centrale dans la création, la formation et la diffusion culturelles.

www.villesmoyennes.asso.fr

PÉRÉQUATION

Les propositions du bloc local

Les élus du bloc local* ont présenté, le 25 mai, leurs premières propositions sur la péréquation horizontale qui sera mise en place dès 2012. Le Fonds de péréquation communal et intercommunal sera alimenté par un prélèvement sur les communes et EPCI les plus riches. Il devrait être de 250 millions d'euros en 2012, pour atteindre un milliard en 2014. Les élus font plusieurs propositions : créer «un fonds national unique, articulé avec le fonds de solidarité de la région Ile-de-France»; opérer «un prélèvement à la fois sur les communes et les communautés, établi à partir d'un panier de ressources large, comportant l'ensemble des recettes non affectées et non tarifaires»; déterminer «un niveau de richesse apprécié au niveau des territoires communautaires»; opérer «un reversement aux communautés (...) en fonction de critères de ressources et de charges, prenant en compte notamment les revenus par habitant et l'effort fiscal». Une part de ce reversement s'effectuerait «en fonction de règles fixées localement (...) ou, à défaut, en fonction de règles fixées par la loi, prenant en compte notamment le niveau d'intégration». Le comité insiste sur «l'importance d'obtenir au préalable des simulations» de l'Etat.

* Jacques Pellissard (AMF), Christian Pierret (FMVM), Vanik Berberian (AMRF), Jean-Pierre Balligand (APVF), Daniel Delaveau (ADCF), Michel Destot (AMGVF), Gérard Collomb (ACUF) était excusé.

AMGVF

Conférence

La 11^e Conférence des villes se tiendra le 28 septembre à la mairie de Paris.

www.grandesvilles.org

AMF

Energie

L'Association des maires de France (AMF) et le Médiateur national de l'énergie (MNE) ont signé, le 20 mai, un partenariat pour sensibiliser les élus locaux aux problématiques liées à la gestion de l'énergie et les aider à mieux répondre aux demandes d'information de leurs administrés et au règlement des litiges.

www.amf.asso.fr

AdCF

Mutualisation

L'Assemblée des communautés de France (AdCF) a publié le 16 mai une étude réalisée par cinq élèves administrateurs de l'INET sur la mutualisation de services. Accessible en ligne uniquement pour les adhérents, elle est aussi disponible sur simple demande (a.blanchard@adcf.asso.fr).

ANEM

Ecole

L'Association nationale des élus de montagne (ANEM) est convenue, le 10 mai, avec le ministre de l'Education nationale, de la création d'un groupe de travail sur l'avenir de l'école communale. Objectif, garantir le maillage actuel du service public de l'éducation dans les zones de montagne, le taux d'encadrement par élève et l'accueil des moins de 3 ans.

www.anem.org

USH

Les Etats généraux du logement créent le consensus

A moins d'un an de l'élection présidentielle, les Etats généraux du logement, organisés à Paris, le 8 juin, avaient pour ambition de mettre le logement au premier rang des thèmes de campagne. Les 33 organisations professionnelles, dont l'USH, parties prenantes des Etats généraux, attendaient les prises de position des partis représentés au Parlement sur les 15 propositions* qui leur étaient soumises. Certaines obtenaient un consensus : mener une action foncière énergétique, construire plus et disposer d'une loi de programmation pluriannuelle. D'autres émergeaient avec plus ou moins de force. Sortir du «tout propriétaire» et plafonner les loyers dans certains secteurs pour Europe Ecologie-Les Verts; lutter contre la précarité écologique pour EELV et l'UMP; UMP qui demande aussi l'universalisation de la garantie du risque locatif. Deux priorités pour le PS : construire une ville sociale, dense et durable avec un tiers de logements privés, un tiers d'intermédiaire (public ou privé) et un tiers de social, et mettre en chantier 450 000 logements, dont 150 000 PLAI et PLUS. Quasi seul, le Nouveau Centre réclamait une clarification de la gouvernance du logement à l'échelle de l'intercommunalité.

* www.union-habitat.org

UNCCAS

Zoom sur les missions

Les CCAS interviennent par ordre décroissant dans la lutte contre l'exclusion (81 % des CCAS), les services d'aide à domicile (52%), la prévention et l'animation pour les personnes âgées (44%) et la gestion d'établissements d'hébergement pour personnes âgées (25%), selon une enquête de l'Unccas. L'Unccas tiendra son 64^e congrès les 27 et 28 septembre parallèlement au salon Santé Social Expo, à Paris.

www.unccas.org et http://salons.groupeunionneur.fr/sante_social_expo



R. QUADRINI / IRI IMAGES PRESSE